

ADMINISTRATION
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS:
 Suisse, 4 fr. par an; autres
 pays, 6 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux: III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue: D^r Aug. FOREL; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne; D^r TSCHUMI, président du gouvernement bernois; D^r MOSER, conseiller d'Etat, Berne; D^r R. BRODA; A. SESSLER (Berne), anc. président du tribunal; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey; M^{me} WALDHARDT-BERTSCH, Berne; E. PEYTRÉQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne; H. HODLER, Genève, etc.

Comité de patronage international: Jean LONGUET, député de la Seine; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes; Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

Président de la Ligue: D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

L'organisation de la liberté

par le Dr A. FOREL,

I

Considérations générales

Le titre ci-dessus paraît contenir en soi une contradiction. Et, néanmoins, à notre époque plus que jamais, il désigne pour l'humanité toute entière une urgente nécessité. La pensée humaine est, actuellement surtout, elle-même un tissu de contradictions. J'ai déjà dit ailleurs qu'une croissante tragédie affecte notre pauvre société, et c'est la suivante:

Par lui-même, l'homme est un être familial, peu sociable, hanté d'appétits féroces et dominateurs, avide de liberté. L'histoire de l'homme primitif le prouverait à elle seule, si nous ne le sentions pas nous-mêmes actuellement encore dans notre for intérieur. Or, les luttes incessantes des hommes entre eux, sur notre petite terre, ont provoqué des associations de plus en plus grandes d'individus, associations destinées à combattre d'autres collectivités analogues.

C'est ainsi que les tribus primitives sont devenues peu à peu des Etats, des royaumes, des empires. La densité croissante de la population et les besoins, croissants aussi, de la civilisation ont augmenté sans cesse les nécessités d'une bonne organisation sociale. Et celles-ci contrecarrent de plus en plus nos instincts primitifs héréditaires de liberté sans limite, instincts signalés ci-dessus. Telle est notre chronique tragédie humaine.

Nous avons en nous plus du tigre que de l'agneau, mais nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Nous naissons en somme remplis d'instincts égoïstes, dominateurs, exploités des autres, de nos femmes et de nos enfants, jaloux, rancuniers, colériques, intrigant pour nos propres intérêts. Mais nous avons aussi certains instincts sociaux de dévouement, d'héroïsme, de sympathie, de devoir, etc. Une bonne éducation sociale devrait contribuer à combattre les premiers et à développer les seconds. Les êtres humains sont extrêmement différents les uns des autres; les amoraux complets sont rares, mais l'abnégation complète est encore plus rare. Dans l'âme elle-même de chacun, il existe des mélanges à tous les degrés et sous toutes les formes, mais en somme c'est l'égoïsme qui domine chez nous.

Comparons-nous maintenant aux autres êtres sociaux. Les plus intéressants d'entre eux sont des êtres dits inférieurs: les fourmis et les termites. Ceux-ci sont doués d'instincts sociaux tout à fait remarquables et innés. Dès sa sortie de la chrysalide, la fourmi, sans avoir rien appris, peut, étant seule, soigner et nourrir des larves, chercher de la nourriture et vaquer aux fonctions les plus complexes. Je l'ai prouvé moi-même par l'expérience. Mais j'ai prouvé aussi que la fourmi peut apprendre à modifier ses allures à l'aide des données de ses sens, passer même de la guerre à l'alliance avec des ennemis. En somme, néanmoins, l'instinct inné prédomine chez elle énormément sur les modifications plastiques dues à l'expérience individuelle — au contraire de l'homme. Or fourmis et termites vivent dans une coordination sociale telle qu'elle peut être complètement anarchique, c'est-à-dire sans

lois artificielles, sans chefs, sans gouvernement, sans aucun commandement. Par instinct, tout membre d'une pareille société se dévoue, de la naissance à la mort, au bien social de la collectivité.

Et pourtant la lutte pour l'existence a provoqué chez ces petits êtres des guerres terribles entre collectivités diverses. La cause principale en est la lutte pour les moyens de subsistance. Notons ici que pour des êtres aussi exigus la terre est trop grande pour jamais permettre quoi que ce soit d'international, dans le sens humain du terme. Néanmoins il existe des fourmis et des termites qui vivent dans de nombreux nids différents, et fort distants les uns des autres, en collectivité commune. Il suffit de comparer notre société humaine à celle des fourmis et des termites, pour en tirer deux leçons: 1° l'immense infériorité de notre instinct social, relativement à celui de ces petits êtres; 2° l'impossibilité pour nous de vivre sans lois et sans organisation artificielle de la société; nos instincts héréditaires s'y opposent et l'estomac ou jabot social des fourmis nous fait défaut.

Certaines collectivités d'animaux supérieurs, castors, éléphants et surtout singes, sont bien plus analogues à la nôtre que celles des fourmis et des termites, mais leurs aptitudes sociales, sauf celles des castors, sont fort rudimentaires, plus encore que notre sociabilité. Elles nous fournissent néanmoins quelques précieux indices, soit de férocité, soit de dévouement familial ou social.

Un fait qu'on oublie trop et qui est fondamental pour la question qui nous occupe, c'est qu'il n'existe actuellement sur la terre plus qu'une seule espèce d'hommes: l'Homo sapiens Linné, mais que cette espèce a de nombreuses races (sous-espèces) et variétés qui, toutes, se croisent entre elles, donnant des produits féconds. Tous les autres animaux se divisent en de nombreuses espèces, races et variétés, les espèces proprement dites ne donnant pas de produits entre elles. Les fourmis à elles seules comptent environ 3500 espèces et autant de races et de variétés actuellement connues, réparties dans de nombreux genres, tribus, etc. Or les progrès de la civilisation humaine ont augmenté partout les croisements de nos races et variétés, en même temps que les communications d'un bout de la terre à l'autre. Il suffit aujourd'hui de trente jours pour faire le tour de notre globe.

Une question très intéressante, mais qui nous conduirait trop loin, est celle que j'ai traitée dans un journal américain, *The International Monthly*, en août 1901, page 179 (Human Perfectibility in the light of evolution). J'en ai résumé les points principaux, en 1915, dans le journal viennois *Der Arbeitsnachweis* n° 2 (Fortschritt oder Rückschritt der Kultur? Zur Rassenhygiene des Menschen). Là, j'ai fait remarquer la confusion perpétuelle que font une foule d'auteurs entre l'hérédité vraie, qui a besoin de centaines de milliers et même de millions d'années pour modifier fortement les caractères tant mentaux que physiques, d'un être vivant, et ce que ce dernier acquiert dans le courant de sa vie à l'aide de ses sens, agissant sur son cerveau. Or chez l'homme, non seulement l'acquis est immense au travers de sa longue vie, mais il est greffé sur l'acquis antécédant de ses ancêtres, consignés dans les écrits, les monuments et tous les produits de la

culture humaine. Ce que nous appelons tradition n'est que la persévérance passive de l'acquis de nos prédécesseurs et n'a rien à voir avec l'hérédité. Seuls les croisements ou mélanges entre races, variétés et individus divers modifient rapidement, mais toujours dans le cadre de l'espèce, les dispositions mentales et physiques.

Ce que nous appelons morale ou éthique est quelque chose d'entièrement relatif à l'humanité. Chaque espèce animale a sa propre morale qui entre grandement en conflit avec celle des autres espèces. Plus même, la morale individuelle constitue une échelle de devoirs envers soi-même, sa famille, son entourage, sa patrie et l'humanité entière. Il n'existe pas de morale en soi ou de morale absolue (voir A. Forel: « La morale en soi », Lausanne, Administration de la *Libre Pensée*, rue Haldimand 18, 1910). Un homme qui vivrait seul sur la terre dans une forêt n'aurait aucun devoir envers son prochain, cela est clair. De plus, il est impossible à l'homme de ne pas manger au moins des végétaux pour se nourrir et, en ce faisant, il agit immoralement vis-à-vis des dits végétaux. Il en est de même vis-à-vis des animaux. Il ressort des faits prouvés par la science de l'homme, qu'en fin de compte les termes de « moral » et « social » doivent donc être considérés comme à peu près synonymes. Ce qui est bien, c'est-à-dire devoir, au point de vue moral, l'est par là même au point de vue social. Dans ma brochure sur la « morale sexuelle » troisième édition, *La Libre Pensée*, (l. c. 1912), j'ai combattu l'impératif catégorique de Kant et j'ai divisé les actes moraux en: 1. positifs (c'est-à-dire bons au point de vue social et constituant nos devoirs); 2. négatifs (c'est-à-dire mauvais au point de vue social); et 3. indifférents (c'est-à-dire ceux qui ne sont ni utiles ni nuisibles à la société et à nous-mêmes). En outre, il faut ici tenir compte de la gradation éthique: humanité, race, patrie, société, entourage, famille et enfin le moi lui-même.

La loi du progrès et l'organisation internationale

par M. Adolphe FERRIERE, docteur en sociologie

II

NATIONALISME ET INTERNATIONALISME

La première des antinomies sociales qui se présentent à l'esprit quand on aborde le problème de l'organisation mondiale est celle du nationalisme et de l'internationalisme.

Il ne s'agit pas ici du problème des nationalités, si mal posé souvent, que les uns tranchent à coups d'autorité, en se basant sur des données historiques ou linguistiques qu'on affuble du nom de « raciales » pour leur donner un faux air scientifique, et que les autres, mieux avisés, identifient au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes dans les limites tracées par le droit d'autrui.

La question que nous voudrions examiner brièvement peut se formuler ainsi: L'attachement à la patrie doit-il passer avant le bien commun à tous les peuples de la terre, ou faut-il subordonner celui-là à celui-ci?

Il est évident que tant que les deux principes marchent d'accord, tant que l'un n'exclut pas

l'autre, le problème ne se pose pas. Il ne se pose qu'en cas de conflit. Il se présente en effet des cas où l'ensemble des citoyens d'un pays se trouve en présence d'une alternative qui se formule en ces termes : Si nous agissons de telle façon, nous nous conformons aux préceptes du droit et de la justice universels, mais nous sacrifions partiellement les intérêts immédiats de notre pays ; si, au contraire, nous faisons passer notre pays avant tout, nous faisons une entorse au bien de l'humanité prise dans son ensemble et du tort à notre prochain.

Or, en ce fait, les uns tranchent le dilemme dans un sens, les autres dans l'autre. On appelle nationalistes les hommes qui placent l'intérêt de leur propre pays au-dessus de tout. Il s'en trouve au sein de tous les peuples. Quant, à cette particularité, ils en joignent une autre : celle de vouloir imposer leur autorité, ou plutôt l'autorité politique ou économique de leur nation, au reste du monde, on les désigne sous le nom d'impérialistes. La plupart des grandes puissances de l'Europe et quelques-unes des petites ont connu dans l'histoire leur crise d'impérialisme. Elles ont vu alors, en général, se liguier contre elles l'ensemble des nations que cet impérialisme menaçait. De nos jours, toutefois, nous pouvons observer un fait unique, un fait nouveau dans l'histoire du monde : celui d'une nation qui a érigé son impérialisme en doctrine, qui en a fait une philosophie, qui l'a pourvu de principes directeurs et a subdivisé ceux-ci en préceptes ; qui l'a enfin fait enseigner à l'instar d'une religion officielle dans toutes les écoles de l'empire. L'auteur de ces lignes a pu observer par lui-même, durant nombre d'années, l'art consensé par lequel, jour après jour, cette doctrine était infusée à la jeunesse. Bien avant la guerre, il a eu l'occasion d'entendre, non pas une fois, mais mille fois, des assertions stupéfiantes sortant de la bouche de jeunes gens de seize à vingt ans. On sait que l'expression d'« égoïsme sacré » qui synthétise la thèse nationale, a été employée pour la première fois par Bismarck dans son discours du 5 décembre 1850. Comment s'étonner qu'une génération à qui l'on a présenté le grand homme d'Etat comme un demi-dieu ait été conduite à placer en toute chose les intérêts et les avantages de sa propre nation au-dessus des principes qui régissent la vie morale des peuples et au-dessus des intérêts du monde pris dans son ensemble ? La politique réaliste est née du mercantilisme moderne et le mercantilisme lui-même est une forme de l'égoïsme — le moins sacré qui soit — celui qui prend pour fin ultime l'acquisition de l'argent et la satisfaction des besoins matériels. Aujourd'hui, dans les milieux commerciaux et industriels, tout le monde, ou peu s'en faut, vit sur ce pied-là. Cela ne cessera, je le montrerai plus loin, que le jour où la coopération aura fait place à la lutte de tous contre tous, où la concentration des énergies morales et économiques aura substitué sa synthèse active à l'effritement actuel des forces et des énergies.

En face des nationalistes se dressent les internationalistes. Ils ne voient pas avant tout les nations formées de couches sociales, mais les couches sociales, accidentellement fragmentées en nations. Pour eux, le prolétariat universel, élément sacrifié, élément souffrant, élément de lutte, de vie et, par là, de progrès, se dresse contre les forces de la réaction bourgeoise : capitalisme sous toutes ses formes, clergé, hommes politiques conservateurs de l'antique système d'oppression. Qu'il y ait, partout dans le monde où il y a des richesses et des hommes pour les posséder et les défendre, des conservateurs réactionnaires, qui oserait le nier ? Qu'il y ait des politiciens et des juristes postés comme des cerbères autour des lois qui assurent aux riches des richesses injustes, cela est presque partout évident à chacun. Mais cela doit-il signifier que la notion de patrie soit en elle-même un élément d'égoïsme et de réaction ? Il est clair que non. Ce sont là deux problèmes distincts. Sous la notion de patrie il y a un élément de sentiment parfaitement légitime, très analogue à l'esprit de famille : sentiment d'unité, fondé souvent sur la langue et la religion, plus souvent en-

core sur l'histoire, les institutions politiques et les intérêts communs, sentiment qui n'est pas inculqué du dehors en vertu de principes arbitraires, mais qui naît spontanément de cette appartenance commune, d'une identité de réactions psychologiques entre les individus, d'une communauté d'instincts, de tendances, de coutumes, d'idéals.

Il n'y aura donc jamais d'internationalisme vrai et fécond que celui qui tiendra compte de cet élément psychologique, irréductible, synthétisé dans le sentiment d'attachement à la patrie. Inversement, il n'y aura jamais de patriotisme légitime que celui qui ne versera pas dans le nationalisme, c'est-à-dire qui saura éventuellement se sacrifier partiellement pour un principe supérieur, plus largement humain. La synthèse de ces deux tendances est ce que j'appellerai volontiers le supra-nationalisme. Le supra-nationalisme est avant tout humain, mais, loin d'annihiler les nations, il les élève au rang d'éléments collaborateurs de l'harmonie universelle. Et cette synthèse du nationalisme et de l'internationalisme résout du même coup une autre antinomie apparente : celle de la politique réaliste et de la politique de principes. Au sein de la société des nations, la politique réaliste par excellence, la seule qui ne soit ni une duperie ni un crime, ce sera la politique du respect du droit, de la justice et de la liberté des nations et des individus.

III DÉMOCRATIE ET ARISTOCRATIE

Il y a peu d'époques où l'on ait parlé de démocratie autant qu'aujourd'hui. Il en est peu cependant où l'on ait adressé à la démocratie autant de critiques. Les principaux ouvrages des sociologues et des politiciens d'avant la guerre se sont trouvés être bien souvent des plaidoyers virulents contre la démocratisation croissante qui envahissait l'Europe, portée sur les ailes du socialisme international¹⁾.

Les arguments principaux de ces adversaires de la démocratie ne manquaient toutefois pas de portée et nous paraissent contenir une certaine part de vérité. Ces critiques peuvent se résumer en un mot : l'incompétence des masses en présence de la complexité que présente l'art de gouverner les hommes. Et la plupart des sociologues auxquels nous faisons allusion en venaient à cette conclusion : le premier devoir de l'heure présente est de former une élite capable de conduire à des fins d'ordre et de justice les peuples de plus en plus indisciplinés et de moins en moins confiants dans l'objectivité, le désintéressement et le sens politique de leurs gouvernants²⁾. Poser le problème sous cette forme c'est mettre en lumière l'opposition d'ordre psychologique entre la masse et l'élite.

On a publié beaucoup d'ouvrages sur cette question de l'esprit des masses. On a noté son exclusivisme d'une part et, de l'autre, ce conformisme plus ou moins conscient qui permet à toutes sortes d'imitations de fleurir et de se développer : modes, coutumes, usages, manières identiques de réagir et de penser qui font de tout groupe d'êtres humains vivant en commun une sorte de microcosme où celui qui vient du dehors se sentira toujours étranger. A ces caractères on oppose ceux de l'élite. Entendons-nous : il existe plusieurs élites ; l'une est celle des meneurs politiques qui choisit pour devise le mot de Ledru-Rollin : « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive. » Il existe une autre élite, celle des penseurs détachés des choses de ce monde. Bien souvent ils vivent confortablement dans un univers tel que le nôtre ne le sera peut-être que dans quelque mille ans, celui de leurs contemporains ne les intéresse pas, ils le trouvent trop médiocre.

Il est évident que c'est à une synthèse de ces deux élites par trop disparates qu'il faut demander cet art par excellence, celui de gouverner les hommes, art difficile entre tous, qui doit, sans heurter des préjugés trop tenaces ni briser les volontés et sans dévier toutefois de la ligne du progrès, conduire l'humanité à plus d'ordre et plus de justice.

¹⁾ Cf. bibliographie dans La Loi du Progrès, p. 519, note 1.

²⁾ Cf. P. de Rousiers, L'Elite dans la Société moderne (Paris, 1914), etc. (Loi du Progrès, p. 456, note 1.)

tice.

En somme, les écrivains qui se sont occupés de la démocratie et de l'aristocratie ont eu surtout en vue d'une part l'extrême versatilité des foules, leur crédulité, leur manque de sens critique, la myopie dont elles font preuve lorsqu'il s'agit de leurs vrais intérêts pour peu qu'ils soient à longue échéance. D'autre part, le mot aristocratie se trouve déprécié par l'abus que l'on en a fait au temps où la noblesse était héréditaire et où le mot était par conséquent complètement détourné de son sens étymologique.

Le problème central revient donc à ceci : Comment faire en sorte que les masses soient amenées à choisir la vraie élite ? Car on ne peut espérer revenir en arrière une fois que l'on a goûté du suffrage universel. Un cens électoral qui serait imposé du dehors, sans la participation volontaire de l'ensemble des citoyens, serait une forme détournée de l'autocratie et, de ce fait, ne serait plus accepté par personne de nos jours. Serait-ce alors l'instauration à perpétuité du culte de l'incompétence dont parlait Faguet ? Serait-ce à perpétuité le règne des beaux parleurs, des hommes de partis et de parti-pris ? — Ou bien instituerait-on des examens, afin de ne donner le droit d'exercer le pouvoir qu'à des hommes jugés capables, comme cela se fait actuellement pour les médecins ? C'est notre conviction. Mais on n'en viendra là que lorsque le peuple le voudra et il ne le voudra que lorsque l'incohérence actuelle aura amené chez lui des souffrances telles qu'il se sera aperçu de l'imperfection des organes politiques, dont il se sert. Souffrances, luttés, telles sont la rançon de tout progrès ; on n'avance que sous l'aiguillon de la cruelle nécessité.

Ainsi donc le problème se réduit à ceci : Comment hâter le moment où la masse saura choisir la véritable élite ?

Notre conviction est que l'éducation politique des masses ne peut se faire qu'au sein de la commune politique. La vie en commun n'y embrasse qu'un nombre limité d'individus. Dans une petite circonscription, il n'y a pas d'erreurs dont on n'aperçoive les conséquences ; les fautes retombent sur ceux-là même qui les ont commises. Qu'il s'agisse du choix des hommes politiques qui gouverneront la communauté, ou qu'il s'agisse du choix des lois sous lesquelles on vivra, toute erreur est aussitôt ressentie par l'ensemble des citoyens et il n'est rien de tel qu'une souffrance dont on aperçoit la cause pour faire l'éducation profonde de l'homme.

C'est aussi l'opinion de l'écrivain danois Christensen dans son ouvrage : *La politique et la morale des masses*, dont M. Daniel Warnotte a donné le résumé dans le *Bulletin de l'Institut de sociologie Solvay*, n° 15 (1911, article 236) « Le relèvement de la morale politique ne peut être qu'une œuvre à longue échéance », dit Christensen. Et le président Woodrow Wilson (*L'Etat*, Paris 1902, vol. II, pag. 321) a dit aussi : « Les institutions, comme la morale, comme toutes les autres règles de vie et de conduite ont dû attendre leur formation du développement lent et presque imperceptible de la coutume. Les monarques les plus absolus ont dû tenir compte des habitudes, observer les traditions et respecter les préjugés de leurs sujets ; les réformateurs les plus ardents ont dû constater qu'à vouloir marcher plus vite que les masses apathiques, ils perdaient tout leur pouvoir. »

Un ouvrage qui nous apparaît comme de tout premier rang parmi ceux qui traitent de la démocratie de l'avenir est celui de A. L. Lowell : *Public opinion and popular government* (New-York, 1913). L'auteur y montre l'avenir du régime de la démocratie directe, de l'initiative, du referendum, sans oublier la représentation proportionnelle sans laquelle la démocratie n'est qu'une forme détournée de la tyrannie : celle de la majorité.

Ainsi l'antinomie apparente entre la démocratie et l'aristocratie sera résolue comme les autres antinomies sociales par cette synthèse supérieure : La vraie aristocratie sera choisie par les masses éclairées ; l'éducation des masses se fera au sein de la commune, ou tout au moins de circonscriptions électorales restreintes.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.